

## LE MALAISE ALGÉRIEN

Les récentes arrestations d'hommes qui avaient participé aux luttes du F.L.N., l'éviction de Mohamed Khider, la conférence de presse d'Aït Ahmed, la déclaration de Belkacem Krim au « Monde » du 12 juillet, indiquent incontestablement que l'Algérie, au moment même où elle vient de célébrer le premier anniversaire de son indépendance, voit se manifester de dangereuses tensions internes. On peut se demander si nous n'assisterons pas, au cours de l'été 1963, à une crise nouvelle, peut-être plus grave que celle de l'été 1962. Nous ne pouvons, en l'état de nos informations, rien faire d'autre qu'exprimer nos inquiétudes et nous poser des questions.

Précisons d'abord, pour éviter toute interprétation erronée, que nous entendons éviter de porter un jugement catégorique sur la nature et sur l'origine de ces difficultés. On ne doit jamais oublier, lorsqu'on parle de l'Algérie d'aujourd'hui, la situation laissée aux hommes chargés des responsabilités du pouvoir. Le pays a été ravagé par sept années de guerre. Les pertes matérielles et humaines ont été considérables. Tous les rouages administratifs, déjà disloqués par la durée du conflit, ont été encore plus désorganisés par la brusque mutation du passage à l'indépendance. L'action de l'O.A.S., qui a pu durer en raison de la lenteur des pourparlers d'Evian, a encore aggravé la situation. Il était inévitable que les hommes placés à la tête de l'Algérie indépendante, quels qu'ils fussent et quelles que soient leurs méthodes de gouvernement, se trouvent en présence d'immenses difficultés : on leur avait laissé en héritage une situation, en particulier une situation économique, de nature à susciter et à entretenir de multiples mécontentements, offrant à des oppositions de toute nature des armes dans leur lutte contre les premiers gouvernants.

Cependant, sans oublier aucune de ces considérations, on ne peut qu'éprouver une vive inquiétude à la suite des événements que nous avons rappelés plus haut. Que le gouvernement se heurte à de vives oppositions, qu'il soit contraint contre elles à une lutte dure, il n'y a là rien d'inattendu. Mais ce qui provoque une douloureuse surprise, c'est à la fois qu'il voit se dresser contre lui des hommes qui ont pris courageusement leur part de responsabilités et de risques dans la lutte pour l'indépendance.

L'arrestation de Boudiaf, en particulier, oblige à poser un certain nombre de questions. Pourquoi la presse et la radio algériennes ont-elles fait le black-out pendant plusieurs jours sur cette affaire ? Pourquoi n'a-t-on encore donné aucune précision, ni sur les conditions exactes dans lesquelles ces arrestations ont été opérées, ni sur le lieu où Boudiaf, Allouache, Ben Sounès et Kebaili sont détenus ? Comment n'est-il pas possible d'apporter plus de précisions aux accusations formulées contre eux de « complot contre la sûreté de l'Etat » ? Pourquoi Ben Bella s'est-il borné à déclarer, dans son discours pour le premier anniversaire de l'indépendance : « Nous avons des preuves, des documents sur l'aide demandée ces jours derniers à l'étranger par certains éléments pour faire tomber notre gouvernement » ?

Dans le même discours Ben Bella a annoncé que, l'Assemblée constituante arrivant au terme de son mandat, de nouvelles élections auraient lieu au mois de septembre. Le meilleur moyen pour éviter que d'ici là n'éclate une crise grave et que le climat ne se détériore encore, c'est, pour le gouvernement algérien, de tout faire pour dissiper toute confusion et tout malaise.

P. L

### *Stage de formation accélérée d'infirmiers EN ALGÉRIE*

**A** l'initiative de l'U.N.E.F., de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens et sous l'égide de l'Association Amitié et Solidarité Franco-Algérienne (A.S.F.A.), un cours de formation accéléré de responsables sanitaires ruraux vient de commencer dans la région d'Alger. Ce stage se déroule dans une ferme d'auto-gestion, il est réservé à des ouvriers agricoles du secteur d'autogestion qui doivent ensuite retourner dans leur fermes collectives d'origine, dont ils seront les responsables sanitaires.

Pour un bon déroulement de ce stage les organisateurs demandent encore :

- 1) Un soutien financier ;
- 2) Quelques moniteurs (étudiants en médecine, pharmacie, dentaire, infirmiers, assistantes sociales, etc.), surtout à partir du 15 septembre et pour une période de trois semaines.

Dans les deux cas, envoyez vos réponses à l'A.G.E.M.P., 26, rue du faubourg St Jacques, Paris (14<sup>e</sup>), Mention : Stage en Algérie).